

Commission permanente sur l'examen des contrats

Bilan de la cinquième année d'activité (2015)

Rapport et recommandations

Rapport déposé au conseil municipal
Le 21 mars 2016

Rapport déposé au conseil d'agglomération
Le 24 mars 2016

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux Commissions et de la règlementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-
Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier –
Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier –
Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La
Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-
Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-
Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 21 mars 2016

M. Denis Coderre
Maire
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.113
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le maire,

Nous avons l'honneur de déposer au conseil le *Bilan de la cinquième année d'activité* de la Commission permanente sur l'examen des contrats. Ce rapport, faisant suite à l'examen de soixante-quatorze (74) contrats en 2015, présente le bilan des travaux réalisés et fait état de neuf (9) recommandations découlant des dossiers étudiés durant l'année et des actions prises par l'administration suite aux recommandations antérieures de la commission. Il convient de rappeler que la composition de la commission a changé en cours d'année 2015 avec l'arrivée de deux nouveaux membres municipaux.

Nous tenons à remercier les représentants des différentes unités administratives qui ont participé aux travaux de la Commission en 2015.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

ORIGINAL SIGNÉ

Émilie Thuillier
Présidente

ORIGINAL SIGNÉ

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
La Commission permanente sur l'examen des contrats	4
Le bilan des activités de 2015	7
Les constats et recommandations	10
Annexe 1 : Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015	16
Annexe 2 : Recommandations ponctuelles faites par la Commission permanente sur l'examen des contrats en 2015	28

INTRODUCTION

Les membres de la Commission permanente sur l'examen des contrats tiennent, d'entrée de jeu, à souligner qu'ils auraient souhaité avoir des réponses à leurs recommandations contenues dans le Bilan de la quatrième année d'activités dans un délai maximal de six mois, tel que prescrit par la *Directive concernant le mécanisme de suivi des rapports de commissions* émise par la direction générale en novembre 2010.

En 2015, la Commission a approfondi les enjeux rencontrés lors de ses quatre premières années d'activité. Deux changements dans la composition de la Commission sont survenus en milieu d'année, ce qui n'a pas empêché la Commission de réaliser l'étude des contrats soumis avec une grande cohérence et de dégager des positions communes, qui font l'objet de recommandations.

La Commission a compilé des statistiques sur les soixante-quatorze (74) mandats qui lui ont été confiés en 2015. Ces données témoignent de la diversité des dossiers traités, ainsi que de la charge de travail qui en découle avec la tenue de vingt-cinq (25) séances de travail et la lecture de milliers de pages de documentation.

LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

En novembre 2009, la Commission de la présidence du conseil s'était vu confier par le conseil municipal le mandat d'évaluer le rôle et les responsabilités des commissions, ainsi que les liens entre les commissions et le comité exécutif, en ayant pour objectifs de mieux définir et d'élargir les responsabilités des commissions, incluant l'examen des octrois de contrats, et ainsi permettre aux élus d'être plus imputables et davantage partie prenante aux décisions, et de rendre plus transparent le processus décisionnel relié à l'octroi de contrats (CM09 0993).

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil déposait au conseil municipal un rapport de consultation et des recommandations en lien avec ce mandat. Dans son rapport, celle-ci recommandait notamment la création d'une Commission d'examen des contrats.

Dans sa réponse du 25 octobre 2010 (CM10 0753), le comité exécutif confirmait que « la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal ».

À sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal créait la Commission permanente sur l'examen des contrats.

La mission

La Commission permanente sur l'examen des contrats a pour mission de s'assurer de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et d'en faire état aux instances compétentes, avant l'octroi. Elle peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de cette Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les membres

La Commission permanente sur l'examen des contrats, à l'instar des autres commissions permanentes, comporte deux volets : un volet municipal, pour les contrats qui concernent des fonds strictement montréalais, et un volet d'agglomération, pour les contrats impliquant des fonds d'agglomération. La Commission à volet municipal comprend neuf membres auxquels s'ajoutent deux représentants des villes liées pour constituer le volet agglomération.

Au début de l'année 2015, la composition de la Commission était la suivante :

Mme Émilie Thuillier, présidente
Mme Dida Berku, vice-présidente (volet agglomération)
Mme Karine Boivin Roy, vice-présidente
M. André Allard, membre, (volet agglomération)
M. Richard Celzi, membre
Mme Marie Cinq-Mars, membre
M. Jean-François Cloutier, membre
M. Richard Deschamps, membre
Mme Marianne Giguère, membre
M. Manuel Guedes, membre
Mme Lili-Anne Tremblay, membre

Deux nouveaux membres ont été nommés à la Commission en cours d'année :

Mme Louise Mainville, le 16 juin en remplacement de Mme Marianne Giguère;
M. Marc-André Gadoury, le 18 août en remplacement de M. Jean-François Cloutier

Tout au long de l'année 2015, les membres de la Commission ont participé assidument et consciencieusement aux travaux dans un climat de grande collaboration. La motivation et l'intérêt manifestés par les membres dans l'étude des mandats reçus du comité exécutif ont été à la hauteur des conclusions et des recommandations qui ont été soumises à l'administration.

Les critères d'examen

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Les contrats répondant à l'un ou l'autre des critères suivants ont ainsi fait l'objet d'un examen de la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat :

1. Contrat de plus de 10 M\$;
2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ et répondant à l'une des conditions suivantes :
 - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;
 - Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;
 - Contrat accordé à un consortium;
 - Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
 - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;
 - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;
 - Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.
3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

Le fonctionnement des séances de travail

Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique de l'information partagée, les séances de la Commission se déroulent à huis clos. Chaque personne invitée à prendre part à une séance de travail de la Commission, de même que les élus qui en sont membres, sont tenus au respect de la plus stricte confidentialité à l'égard de l'information reçue dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Pour chaque contrat étudié, les commissaires reçoivent au préalable le sommaire décisionnel, incluant les annexes et les documents joints. Par la suite, les responsables des unités administratives sont invités à se présenter devant la Commission pour exposer brièvement leur dossier et répondre aux questions des commissaires. Enfin, la Commission délibère et adopte ses conclusions.

Chaque contrat fait l'objet d'un rapport distinct, soumis au comité exécutif.

LE BILAN DES ACTIVITÉS 2015

En 2015, la Commission a tenu vingt-cinq (25) séances de travail. Elle a étudié un total de soixante-quatorze (74) contrats, ce qui constitue une année record et représente plus de 30 % de tous les contrats étudiés par la Commission depuis sa création. Cinquante-huit (58) de ces contrats relevaient de la compétence du conseil d'agglomération et seize (16) de la compétence du conseil municipal. En 2015, la Commission a étudié vingt-sept (27) contrats de plus qu'en 2014, qui était la dernière année record.

Mandats reçus du comité exécutif en 2015

Mois	Agglomération	Municipal
Janvier	3	1
Février	1	0
Mars	6	1
Avril	10	5
Mai	4	3
Juin	7	2
Juillet	0	0
Août	8	3
Septembre	7	0
Octobre	6	1
Novembre	4	0
Décembre	2	0
Total	58	16

Le tableau suivant indique la répartition mensuelle des contrats étudiés par la Commission. On constate que le mois d'avril a été de loin le plus occupé. Il faut noter que la Commission a aussi consacré plusieurs séances, en février et en mars, à la préparation du bilan 2014 de ses activités.

Séances et dossiers traités par mois en 2015

Mois	Séances	Dossiers étudiés
Janvier	2	4
Février	2	1
Mars	2	7
Avril	4	15
Mai	2	7
Juin	3	9
Juillet	0	0
Août	3	11
Septembre	3	7
Octobre	2	7
Novembre	1	4
Décembre	1	2
Total	25	74

Le tableau ci-dessous indique de quelles unités administratives provenaient les contrats examinés par la Commission en 2015. Les dossiers en provenance du Service des infrastructures, de la voirie et des transports et du Service de l'eau comptent à eux seuls pour 57 % des dossiers étudiés.

Dossiers traités par unité administrative responsable - 2015

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de dossiers</i>
<i>Service des infrastructures, de la voirie et des transports</i>	<i>23</i>
<i>Service de l'eau</i>	<i>15</i>
<i>Service de la gestion et de planification immobilière</i>	<i>9</i>
<i>Service des grands parcs, du verdissement et du mont Royal</i>	<i>7</i>
<i>Service de l'environnement</i>	<i>5</i>
<i>Service de l'approvisionnement</i>	<i>4</i>
<i>Service des technologies de l'information</i>	<i>4</i>
<i>Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro</i>	<i>2</i>
<i>Arrondissement Le Sud-Ouest</i>	<i>1</i>
<i>Service de la diversité sociale et des sports</i>	<i>1</i>
<i>Service de l'Espace pour la vie</i>	<i>1</i>
<i>Service de police</i>	<i>1</i>
<i>Service de sécurité incendie</i>	<i>1</i>
<i>TOTAL</i>	<i>74</i>

La Commission a également recensé le nombre de dossiers traités par critère d'examen. Fait à noter, dix-sept (17) des dossiers étudiés en 2015 répondaient à plus d'un critère.

Répartition des contrats étudiés en 2015 selon les critères d'examen

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M\$	27
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ <ul style="list-style-type: none"> • Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire • Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres • Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2^e plus bas soumissionnaire conforme • L'adjudicataire en est à son 3^e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent • Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande • Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique • Contrat accordé à un consortium 	34 10 8 5 1 0 0
Contrats de services professionnels de plus de 1 M\$ <ul style="list-style-type: none"> • Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire • Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2^e plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la 2^e meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation • Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres • L'adjudicataire en est à son 3^e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent • Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique • Contrat accordé à un consortium 	5 4 3 2 0 0
Contrats que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission	0

Il convient de souligner que la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat dans soixante-treize (73) des soixante-quatorze (74) mandats étudiés.

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

De façon générale et comme ce fut le cas l'an dernier, les membres de la Commission ont constaté, en cours d'année, une certaine amélioration dans le contenu des sommaires décisionnels soumis. À l'évidence, des efforts ont été faits pour rendre les contenus plus précis, plus concis et plus compréhensibles. La Commission constate, cependant, qu'il y a encore place pour de l'amélioration, quant à la nature et à la pertinence des renseignements colligés dans les sommaires.

Dans le présent bilan, la Commission a choisi de cibler certains aspects bien précis portant sur les processus d'appels d'offres, notamment en ce qui a trait à la coordination du lancement des appels d'offres par une unité d'affaires pour des travaux similaires, aux meilleures pratiques en matière de sollicitation des marchés, et à l'établissement des montants prévus dans les contrats pour les contingences.

L'amélioration de l'information contenue dans les sommaires décisionnels est une préoccupation constante chez les membres de la Commission. Qu'il s'agisse de préciser les clauses de bonis ou de pénalités associées à la réalisation des contrats, de recenser les motifs de désistement des preneurs de cahier des charges non soumissionnaires, ou encore de bien montrer les liens entre un contrat précis et un ensemble plus large (grand projet, bâtiment ou site délimité, ententes-cadres), un sommaire décisionnel concis, mais bien documenté, est un outil essentiel à une prise de décision éclairée.

La qualité des estimations réalisées par les services municipaux ou par des firmes externes demeure une priorité pour les membres de la Commission. Certaines façons de faire peuvent, à ce chapitre, contribuer à améliorer la rigueur et la constance dans l'établissement des estimations.

Enfin, la Commission salue la mise en place par l'administration du système d'évaluation du rendement des fournisseurs. Rappelons qu'avec l'adoption en décembre 2012 du projet de Loi 8 modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, le gouvernement du Québec a notamment modifié l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet dorénavant aux municipalités de « refuser, à certaines conditions, la soumission d'un entrepreneur qui a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant à l'égard d'un contrat antérieur ».

Recommandations à l'égard des processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat

Au cours de l'année 2015, les membres de la Commission ont pu constater à quelques reprises un phénomène bien particulier dans les mandats qu'elle a reçus : la sollicitation quasi simultanée des marchés par un même service municipal pour des travaux de nature similaire. Ce fut notamment le cas pour des contrats émanant du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR). La situation peut s'expliquer par le fait qu'il y a des moments plus propices à la réalisation de certains travaux de construction ou d'aménagement. Mais, quand les appels d'offres pour des travaux similaires sont lancés en même temps, il y a un risque de diminution de la concurrence, certaines entreprises choisissant de se concentrer sur un seul appel d'offres. Il est raisonnable de croire qu'une meilleure concurrence pourrait se traduire par des prix soumis plus avantageux pour la Ville.

Il est donc recommandé :

R-1

Que l'administration s'assure d'une meilleure coordination dans le temps du lancement des appels d'offres de façon à favoriser une saine concurrence entre les soumissionnaires et l'obtention de prix plus compétitifs.

La Commission a eu l'occasion d'examiner plusieurs contrats où les choix stratégiques dans la sollicitation des marchés étaient exemplaires et témoignaient d'un souci constant d'être au diapason des meilleures pratiques pour le bénéfice de la Ville.

À ce chapitre, il faut mentionner quatre dossiers soumis à Commission pilotés par le Service de l'approvisionnement où la Ville peut se targuer de réaliser des économies substantielles grâce à une stratégie d'approvisionnement bien adaptée à la réalité des marchés.

Ainsi, en avril le conseil d'agglomération a approuvé la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de produits d'entretien pour une période de cinq ans. Dans le cadre de ses opérations courantes, la Ville de Montréal utilise une quantité importante de produits d'entretien sanitaire, d'accessoires et de papiers hygiéniques. À l'aide des rapports de consommation, l'analyse de la situation a permis au Service de constater qu'il y avait une grande variété de produits pour les mêmes utilisations. D'où l'objectif de procéder à un regroupement afin de réduire la variété de produits, de faciliter la consommation et de réaliser des économies d'échelle.

Depuis de nombreuses années, le Service de l'approvisionnement a mis au point une approche originale pour s'assurer de la fourniture de sel de déglacage des chaussées pour l'hiver. Afin d'assurer à la Ville de Montréal un approvisionnement constant selon les quantités requises tout en profitant des meilleures conditions du marché, l'appel d'offres permet à la Ville d'associer l'octroi à un fournisseur en fonction de sa capacité maximale de fourniture. Il est ainsi possible de profiter des quantités disponibles auprès d'un fournisseur lorsqu'il est avantageux de le faire.

En octobre, le conseil d'agglomération a approuvé une entente-cadre issue du Service de l'approvisionnement pour la fourniture et la distribution d'articles de bureau, de papiers recyclés et de cartouches d'encre. En regroupant trois dossiers importants dans un même appel d'offres, cette approche stratégique devrait générer l'obtention de meilleurs prix pour la Ville.

Enfin, le Service a aussi développé, il y a plusieurs années et continue d'améliorer une stratégie de conclusion d'ententes-cadres collectives pour la fourniture de divers carburants.

Il est donc recommandé :

R-2

Que les unités d'affaires, à l'instar du Service de l'approvisionnement, développent des stratégies novatrices et inspirées des meilleures pratiques en matière de sollicitation des marchés dans le but de favoriser en tout temps une saine concurrence et l'obtention des meilleurs prix.

Peu nombreux sont les contrats où tout peut être soigneusement planifié sans le moindre imprévu. Voilà pourquoi on retrouve régulièrement dans les dossiers de contrats des sommes

réservées pour les contingences. La méthodologie pour fixer le montant des contingences n'est pas prévue ou encadrée dans la *Loi sur les cités et villes*. Il existe cependant une directive à la Ville, datant de 2012, qui invite les unités d'affaires à établir le montant alloué à l'enveloppe des contingences en fonction de l'historique de projets similaires et des particularités du projet visé. La directive spécifie que les contingences doivent être exprimées sous forme d'un pourcentage du coût estimé des travaux.

Dans les contrats qui lui ont été soumis en 2015 – la situation était essentiellement la même dans les années précédentes – la Commission a constaté une certaine diversité dans la méthode de fixation des contingences.

Les membres de la Commission sont d'avis qu'un encadrement plus rigoureux des contingences et un suivi annuel de leur utilisation ne pourraient qu'être profitables à la Ville.

Il est donc recommandé :

R-3

Que l'administration établisse des critères de détermination du coût des contingences dans un contrat selon la nature des travaux requis et les caractéristiques propres à chaque type de contrat.

R-4

Qu'une reddition de comptes de l'utilisation des contingences soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

Depuis le début de ses activités en 2011, la Commission a toujours fait valoir la nécessité d'octroyer les contrats au montant soumis par l'adjudicataire. Il s'agit d'un principe de saine gestion qui ne saurait être contourné.

La Commission a eu l'occasion de réitérer ce principe l'automne dernier lors de l'étude de l'entente-cadre sur la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire pour une durée de soixante mois. Le sommaire décisionnel présenté à la Commission faisait état d'un contrat octroyé à un montant supérieur à la soumission de l'adjudicataire.

Il est donc recommandé :

R-5

Que l'octroi de tout contrat ou la conclusion de toute entente-cadre se fasse au montant soumis par l'adjudicataire.

Recommandations à l'égard des renseignements contenus dans les sommaires décisionnels et de l'information soumise à la Commission

Quand la Commission se penche sur un contrat spécifique, elle a accès aux décisions antérieures en lien avec le contrat soumis, mais n'a pas toujours une vision juste du portrait d'ensemble dans laquelle s'inscrit le contrat.

Le contrat peut être un élément d'un vaste projet de travaux majeurs de construction et de réaménagement, comme le projet Bonaventure ou d'aménagement de nouveaux espaces verts, comme le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel. Il peut aussi être un contrat qui sera réalisé concurremment avec d'autres contrats sur un même site comme une usine de production d'eau potable, un grand bâtiment municipal ou un espace public.

Cette réalité peut avoir un impact certain sur les conditions de réalisation des travaux prévus aux contrats. Il apparaît donc essentiel pour les membres de la Commission que ces renseignements soient systématiquement consignés dans les dossiers décisionnels et soient mis en contexte lors des présentations des unités d'affaires à la Commission.

Il est donc recommandé :

R-6

Que les unités d'affaires s'assurent de consigner dans leurs sommaires décisionnels les renseignements pertinents relatifs à d'autres contrats passés ou présents relevant du même projet ou se déroulant dans un même environnement, de façon à donner une vue d'ensemble du contexte du contrat.

De façon routinière, on retrouve dans les contrats des clauses de pénalités pour des retards dans l'exécution des travaux ou dans la livraison des produits et services requis. Ces clauses ne sont pas toujours mentionnées dans les sommaires décisionnels.

De plus en plus, on retrouve aussi dans les contrats des clauses de bonis pour des travaux complétés avant l'échéance prévue à la satisfaction de la Ville. En août dernier, à l'occasion de l'étude d'un contrat d'envergure du Service de l'eau (mandat SMCE150543002), la Commission a d'ailleurs recommandé l'inclusion de telles clauses de façon systématique dans les contrats (voir p.31). Les membres de la Commission sont heureux de constater que, tel qu'indiqué à la « Réponse R-2 » de la réponse du comité exécutif au Bilan 2014 de la Commission, « la dernière version du guide d'élaboration des GDD en matière d'octroi de contrat recommande que cette information apparaisse aux sommaires décisionnels ».

La Commission propose également qu'il serait pertinent d'assurer un suivi et une reddition de comptes quant aux pénalités appliquées et aux bonis versés.

Il est donc recommandé :

R-7

Qu'une reddition de comptes relative au versement de bonis et à l'application de pénalités soit réalisée annuellement et soit soumise aux conseils municipal et d'agglomération.

De façon générale, peu importe l'appel d'offres, on retrouve toujours davantage de preneurs du cahier des charges que de soumissionnaires. Depuis ses tout débuts, la Commission s'intéresse aux motifs de désistement des entreprises non soumissionnaires. Cette information est souvent très utile pour mesurer l'état du marché à des moments précis pour des contrats, de biens, de services ou de travaux.

Au fil du temps, les unités d'affaires ont mis en place des mécanismes pour recueillir cette information auprès des entreprises (formulaire joint aux documents d'appel d'offres, relance téléphonique ou par courriel, etc.). Ainsi, il était possible, dans plusieurs cas, de connaître le motif de désistement de tel ou tel soumissionnaire de façon nominative.

Dans une note adressée à tous les directeurs de service et d'arrondissement, en date du 19 novembre 2015, le contrôleur général de la Ville a fait la mise au point suivante : «Puisque les raisons qu'une firme peut invoquer pour ne pas soumissionner lui sont propres et peuvent être reliées à des stratégies commerciales, il pourrait lui être préjudiciable, lorsque fournie de façon nominative, que cette information soit rendue publique. Conséquemment, il est demandé à ce que cette information soit dorénavant fournie uniquement de façon non nominative.»

La Commission partage les préoccupations exprimées par le Contrôleur général et comprend que l'information devrait être non nominative dans les sommaires décisionnels. Elle est cependant d'avis que l'information nominative sur les motifs de désistement pourrait s'avérer utile et être présentée de façon nominative aux membres de la Commission lors de ses séances de travail qui se déroulent à huis clos.

Il est donc recommandé :

R-8

Considérant la note du 19 novembre 2015 du Contrôleur général intitulée «Motifs de non dépôt de soumissions par certains preneurs des documents d'appel d'offres»,

Que la Commission soit informée à huis clos et de façon nominative des motifs de désistement des preneurs du cahier des charges dans les dossiers de contrats qu'elle est mandatée.

Recommandation à l'égard de l'estimation des coûts

Plus de la moitié des contrats étudiés par la Commission en 2015 ont porté sur des travaux d'infrastructures touchant, entre autres, la voirie ou la construction de conduites d'aqueduc et d'égout. Plusieurs de ces contrats portaient sur des travaux similaires réalisés aux quatre coins de la ville.

Pour les membres de la Commission, il serait normal de pouvoir comparer les coûts de projets semblables sur des bases objectives, comme le coût de construction ou d'aménagement au mètre linéaire. Ces données permettraient aussi de mieux suivre l'évolution des prix soumis et des coûts réels des contrats dans le temps.

La Commission juge donc utile de réitérer ici une recommandation ponctuelle faite en cours d'année dans deux dossiers de contrats de travaux d'infrastructures.

Il est donc recommandé :

R-9

Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;

Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.

CONCLUSION

En conclusion, il y a lieu, pour la Commission, comme pour l'ensemble de l'administration municipale, de continuer à faire preuve de vigilance face à l'octroi et à la gestion des contrats. Si certaines stratégies de contournement des règles par des entreprises semblent être chose du passé, on ne saurait exclure la possibilité de leur réapparition sous de nouvelles formes dans un avenir rapproché. Cette préoccupation pour l'intégrité et la conformité des processus d'octroi de contrat doit être l'affaire de l'ensemble de l'institution municipale, des fonctionnaires comme des élus.

En 2015, la Commission a constaté la conformité du processus d'appel d'offres dans soixante-treize (73) des soixante-quatorze (74) contrats. Ce résultat ne saurait être interprété comme une invitation à relâcher la vigilance.

Annexe 1

**Liste des contrats étudiés par la Commission permanente
sur l'examen des contrats en 2015**

**Liste des contrats étudiés par la Commission permanente sur
l'examen des contrats en 2015**

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
1	Mandat SMCE140457009 Accorder un contrat à la firme "Le groupe Geysler inc." pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Rodrigue-Gilbert - Dépense totale de 15 442 344,56 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 5730 - 6 soumissionnaires - contrat no 14299.	26 janvier	
2	Mandat SMCE141246018 Accorder un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., pour l'aménagement de sentiers au parc-nature du Bois-de-Saraguay pour une dépense totale de 2 532 526,63 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-6717) - (5 soumissionnaires).		29 janvier
3	Mandat SMCE145897019 Annuler le contrat accordé, pour l'article 13 seulement de l'appel d'offres # 12-12548, à Power-Lite Industries inc (CG13 0117) et conclure avec Lampadaires Feralux inc, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, au montant de 3 303 214,72\$ taxes comprises, pour la fourniture de fûts, potences et rallonges pour feux de circulation, suite à l'appel d'offres public #14-13744 (3 soumissionnaires.).		29 janvier
4	Mandat SMCE146603003 Accorder un contrat à Solutions d'eau Xylem, une division de Société Xylem Canada, pour la fourniture de quatorze (14) groupes motopompes horizontaux de type centrifuge à double aspiration, avec démarreur 4,16 kV et comprenant les composantes et équipements connexes requis à l'usine de production d'eau potable Atwater, dans le cadre du programme de réfection des équipements des usines d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs (REQUP) - Dépense totale de 24 691 847,89 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 14-12725 - (5 soumissionnaires - 1 seul conforme).		29 janvier
5	Mandat SMCE151009001 Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William – Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29. Dépense totale de 24 218 587,47\$, taxes incluses (contrat : 22 397 663,52 \$+ incidences : 1 820 923,95 \$). Appel d'offres public 214710 - 5 soumissionnaires.		26 février
6	Mandat SMCE140541016 Accorder un contrat à Roxboro Excavation Inc. pour la réfection (projet 11-19) du pont d'étagement Rockland (structure 81-2201). Dépense totale de 16 778 262,12 \$, taxes incluses (travaux et contingences: 15 201 417,77 \$ + incidences 1 576 844,35 \$, taxes incluses). Appel d'offres public 11191 - 7 soumissionnaires conformes. / Autoriser un budget additionnel de revenus et un budget additionnel de dépenses au montant de 7 986 557,60\$, taxes incluses, correspondant à la contribution de la Ville de Mont-Royal conformément à l'addenda n°1 de l'entente intermunicipale entre la Ville de Mont-Royal et la Ville de Montréal relativement au projet de réfection du pont Rockland (CM14 0629) / Approuver la convention de construction relative à ce projet entre la compagnie de chemin de fer du Canadien Pacifique et la Ville de Montréal.	23 mars	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
7	Mandat SMCE153334001 Octroyer un contrat à la firme Degrémont Ltée, pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.		26 mars
8	Mandat SMCE154822003 Accorder deux contrats à Sanexen Services Environnementaux inc., pour la réalisation de travaux de réhabilitation de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 41 116 492,62 \$, taxes incluses, (contrat UX15350 - secteur est: 20 289 464,65 \$ + incidences 305 000,00 \$) et (UX15351 - Secteur ouest: de 20 218 027,97 \$ + incidences: 304 000 \$) - Appel d'offres public 10164 - 2 soumissionnaires pour chacun des deux contrats.		26 mars
9	Mandat SMCE144474003 Accorder un contrat à Construction Gamarco inc. pour des travaux d'architecture et de structure dans les secteurs des filtres et ozone à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 3 179 617,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10166 - 7 soumissionnaires.		26 mars
10	Mandat SMCE146019006 Accorder un contrat à Céleb Construction Ltée pour l'exécution des travaux au bâtiment principal de l'usine de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs, dans le cadre du programme de réfection des équipements des usines d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs (REQUP) - Dépense totale de 9 486 874,69 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 10105 - 1 soumissionnaire.		26 mars
11	Mandat SMCE146019007 Accorder un contrat à Ondel inc., pour l'exécution des travaux à l'usine de production d'eau potable Charles-J. Des Bailleurs dans le cadre du projet de modernisation des usines - Dépense totale de 30 128 006,90 \$ taxes incluses - Appel d'offres public 10106 - 5 soumissionnaires		26 mars
12	Mandat SMCE152621001 Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 30 000 tonnes de résidus verts, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 2 359 287 \$, taxes incluses (1 soum.) / Accorder un contrat à 142975 Canada Ltée (Mironor) pour le traitement par compostage de 40 000 tonnes de résidus mélangés, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 3 311 280 \$, taxes incluses (1 soum.) Dépense totale de 5 670 567 \$, taxes incluses - Appel d'offres public # 14-13349.		26 mars
13	Mandat SMCE154332001 Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour réaliser les travaux de réfection de la piste d'athlétisme extérieure et des aménagements périphériques au complexe sportif Claude-Robillard en vue d'y accueillir la Finale provinciale des Jeux du Québec de 2016 - Autoriser une dépense de 3 354 195,77 \$, taxes et incidences incluses - Appel d'offres public n° 14-6686 - 11 soumissions.	27 avril	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
14	Mandat SMCE154822007 Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Holcim (Canada) inc., pour des travaux de voirie, comprenant la reconstruction de la chaussée (dalles courtes goujonnées), d'éclairage et de feux de circulation sur la rue Hickmore, de la 23e Avenue à la Montée de Liesse et sur la Montée de Liesse, de la rue Hickmore aux bretelles situées au nord de l'A-520. Arrondissement: Saint-Laurent. Dépense totale de 13 737 873,30 \$ (contrat: 13 167 373,30 \$ + incidences: 570 500,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 282901 - 3 soumissionnaires.	27 avril	
15	Mandat SMCE154822016 Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de planage de rue, pose d'enrobé bitumineux, reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis (PCPR 2015). Arrondissement: Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles. Dépense totale de 2 491 513,99 \$ (contrat: 2 363 413,99 \$ + incidences: 128 100,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 320001 - 11 soumissionnaires.	27 avril	
16	Mandat SMCE156316002 Accorder un contrat à NMP Golf Construction Inc., pour l'aménagement du secteur nord - Phase 1 du parc Jarry pour une dépense totale de 3 134 591,43 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (14-6685) - (10 soumissionnaires).	27 avril	
17	Mandat SMCE153997001 Conclure avec Korth Group Ltd, plus bas soumissionnaire conforme, une entente-cadre d'une durée de 24 mois, pour l'achat de pistolets Glock 19 Gen4 comme arme de service et de pistolets de formation aux policiers du SPVM, pour une somme maximale de 3 369 643,28 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 15-14178 (deux soumissionnaires conformes).		30 avril
18	Mandat SMCE155035004 Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 14-13812 (2 soumissionnaires).		30 avril
19	Mandat SMCE155954002 Conclure avec PCD Solutions inc. et ESI Technologies inc., des ententes-cadres d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise et stockage - Appel d'offres public 14-13726 – (7 soumissionnaires) (PCD Solutions inc. : 3 538 011,04 \$ - ESI Technologies inc: 1 022 174,99 \$).		30 avril
20	Mandat SMCE156134001 Conclure avec la firme Produits Sany Inc., une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de produits d'entretien pour une période de soixante (60) mois suite à l'appel d'offres public 15-13951 (montant estimé à 4 213 149,69\$ - 6 soum.)		30 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
21	Mandat SMCE145350006 Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour la rénovation et la mise à niveau de plusieurs casernes de pompiers pour une somme maximale de 1 525 511,66 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14002 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		30 avril
22	Mandat SMCE146019008 Accorder un contrat à HMI Construction inc. pour l'exécution des travaux à l'usine de production d'eau potable Atwater, dans le cadre du projet de modernisation des usines - Dépense totale de 55 457 316,97 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10160 - 3 soumissionnaires.		30 avril
23	Mandat SMCE156765004 Accorder un contrat à Duroking construction 9200-2088 Québec inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc, remplacement des branchements d'aqueduc et d'égout, pavage, bordures et travaux connexes sur les rues Apple Blossom (entre Maher et Arnold), Maher, Arnold, Grove, Monteray, Omega, Vincent, Valley, Brian et Molson dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 4 494 968,23 \$, taxes incluses (contrat 4 280 922,12 \$ + incidences 214 046,11 \$) - Appel d'offres public ST-15-04 (11 soumissionnaires)	27 avril	
24	Mandat SMCE154139001 Accorder un contrat à Ceveco inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Bonsecours entre la rue Saint-Paul et la rue Notre-Dame, de la rue Côte Berri entre la rue de la Commune et la rue du Champ-de-Mars, de la reconstruction des conduites d'eau et d'égout ainsi que l'aménagement de la rue Bonneau entre la rue de la Commune et la rue Saint-Paul - lot 1 de la phase 1 du projet de réaménagement de la rue Saint-Paul - Arrondissement Ville-Marie - Dépense totale de 3 036 592,82 \$ (contrat: 2 856 592,82\$ + incidences: 180 000 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 322601 - 2 soumissionnaires.		30 avril
25	Mandat SMCE154822009 Accorder un contrat à Sade Canada Inc., pour la réhabilitation de conduites d'égout par chemisage - Secteur Est. Dépense totale de 11 604 938,58 \$ (contrat UX-15252 : 11 424 938,58 \$ + incidences: 180 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 322002 - 3 soumissionnaires.		30 avril
26	Mandat SMCE154822010 Accorder un contrat à Clean Water Works inc, pour la réhabilitation de conduites d'égout par chemisage - Secteur Ouest. Dépense totale de 11 840 000,22 \$ (contrat UX-15253 :11 665 000,22 \$ + incidences: 175 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 322001 - 2 soumissionnaires.		30 avril
27	Mandat SMCE154822015 Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie, d'éclairage, de signalisation lumineuse et de modification du réseau de la CSEM, dans la rue Ontario, de l'avenue De Lorimier à la rue D'Iberville (Projet de développement Pôle Frontenac, phase II). Arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 11 812 338,79 \$ (contrat: 10 678 287,89 \$ + incidences: 1 134 050,90 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 256903 - 8 soumissionnaires.		30 avril

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
28	Mandat SMCE150541007 Accorder un contrat à Socomec Industriels Inc., pour le remplacement (projet 12-06) de la passerelle piétonne Barr (structure 81-5513) dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 2 938 535,08 \$, taxes incluses (travaux et contingences: 2 498 755,70 \$ + incidences 439 779,38 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 07-12063 - 11 soumissionnaires conformes.	25 mai	
29	Mandat SMCE155967001 Accorder un contrat à la compagnie MGB Associés Inc. pour la restauration des bâtiments du Jardin de Chine au Jardin botanique de Montréal pour un montant de 2 134 725,50 \$, taxes, contingences et incidences incluses. Appel d'offres public # JAR-2013-08-T. Cinq (5) soumissionnaires.	25 mai	
30	Mandat SMCE156765005 Accorder un contrat à Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc. pour la reconstruction de la chaussée, travaux de drainage, remplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sanitaire, remplacement des branchements d'aqueduc et d'égout, pavage, bordures et travaux connexes sur la 16e Avenue, 18e Avenue, 10e Rue et 13e Rue dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro - Dépense totale de 3 274 917,54 \$, taxes incluses (contrat 3 089 544,85 \$ + incidences 185 372,69 \$) - Appel d'offres public ST-15-05 (13 soumissionnaires).	25 mai	
31	Mandat SMCE152621002 Accorder un contrat à Recyclage Notre-Dame Inc. pour le traitement par compostage de 60 000 tonnes de résidus alimentaires pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 4 589 399,59 \$, un seul soumissionnaire.		28 mai
32	Mandat SMCE153838005 Conclure avec Aréo-feu ltée, une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 20 camions échelles (30 m) pour le combat d'incendie - Appel d'offres public 14-13433 (4 soumissionnaires - 3 conformes) (montant estimé de l'entente : 21 258 877,50 \$). Autoriser une dépense de 4 652 017,27 \$, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 4 camions échelles, conformément à la présente entente-cadre.		28 mai
33	Mandat SMCE154822020 Accorder un contrat à Allia Infrastructures Ltée, pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaire et principale et de voirie sur la rue Gordon et sur les boulevards Champlain et LaSalle. Construction de chambres de vanne principale à divers endroits. Arrondissement de Verdun. Dépense totale de 16 488 731,84 \$ (contrat: 15 250 742,22 \$; incidences: 1 321 400,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 288101 - 8 soumissionnaires.		28 mai

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
34	<p>Mandat SMCE154822024</p> <p>Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 \$ (contrat: 11 268 800,78 \$ + incidences: 1 737 467,43 \$ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 61 790,56 \$ taxes incluses - fournisseur exclusif.</p>		28 mai
35	<p>Mandat SMCE150549001</p> <p>Autoriser une dépense de 1 543 930,30 \$, taxes incluses / Accorder un contrat de services professionnels à Réal Paul, Architecte en architecture et génie pour le lancement des appels d'offres du projet d'infrastructures de traitement des matières organiques pour une somme maximale de 1 543 930,30 \$ taxes incluses comprenant le contrat (1 308 415,50 \$), les contingences (196 262,33 \$) et les déboursés (39 252,47 \$) . Appel d'offres public 14-13679, deux soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin.</p>		18 juin
36	<p>Mandat SMCE154822030</p> <p>Accorder un contrat à La Compagnie Meloche inc., pour des travaux de planage de rue, de pose d'enrobé bitumineux, de reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis dans les arrondissements de Pierrefonds-Roxboro et de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève (PCPR). Dépense totale de 2 597 248,07 \$ (contrat: 2 508 248,07 \$ + incidences: 89 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 320601 - 6 soumissionnaires.</p>	15 juin	
37	<p>Mandat SMCE155886002</p> <p>Octroyer un contrat à Roxboro Excavation Inc. pour les travaux de réhabilitation des sols d'une partie du lot 3 362 043, le long de la rue Bercy, dans le cadre du projet de la nouvelle cour de services de l'arrondissement Ville-Marie. Dépense totale de 2 647 763,78 \$, taxes incluses (travaux et contingences : 2 595 846,84 \$ + incidences 51 916,94 \$). Appel d'offres public 5765 - 8 soumissionnaires.</p>	15 juin	
38	<p>Mandat SMCE145891003</p> <p>Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 245 722,54 \$ taxes incluses – Appel d'offres 5772 (4 soumissionnaires).</p>		18 juin
39	<p>Mandat SMCE151009014</p> <p>Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A. Dépense totale de 19 114 603,56 \$ taxes incluses (contrat : 17 498 090,94 \$+ incidences : 1 616 512,62 \$). Appel d'offres public 214711 - 5 soumissionnaires.</p>		18 juin

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
40	Mandat SMCE153775001 Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.		18 juin
41	Mandat SMCE154822033 Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire et principale, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de puits d'accès de la CSEM, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Duluth à la rue Marie-Anne. Arrondissement: Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 16 202 243,99 \$ (contrat: 14 400 000,01 \$ + incidences: 1 802 243,98 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 302201 - 3 soumissionnaires.		18 juin
42	Mandat SMCE155897003 Conclure avec Orange Trafic Inc, une entente-cadre d'une durée de 36 mois, pour la fourniture de 800 contrôleurs de feux de circulation - Appel d'offres public 14-13351 - (3 soumissionnaires) - (Montant de 9 237 769,85 \$ taxes et contingences comprises).		18 juin
43	Mandat SMCE155965002 Accorder un contrat de services professionnels à Affleck de la Riva architectes, WSP Global inc, Williams, Asselin, Ackaoui et associés inc. ainsi que Blouin Tardif architecture environnement pour les services professionnels de firmes en architecture, ingénierie électromécanique ainsi qu'en ingénierie de charpente et civil et en architecture de paysage afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réfection de l'enveloppe, à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la certification LEED BE E&E niveau Or de l'hôtel de ville (0001) - Contrat 13672 pour une somme maximale de 4 596 285,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (15-13880) - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.		18 juin
44	Mandat SMCE156446001 Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de services d'eau, de drains, de chaussée flexible et de trottoirs sur la rue Allard, de la rue d'Aragon à la rue Irwin - Dépense totale de 5 513 000 \$, taxes incluses (contrat: 4 920 000,00 \$ + incidences: 593 000,00 \$) - Appel d'offres public 211503 (10 soumissionnaires).	17 août	
45	Mandat SMCE156848001 Note : Ce contrat n'a pas été approuvé par les instances. Conformément à l'article 22 du Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007), les informations reçues dans le cadre de l'examen de ce dossier sont confidentielles.	Dossier non approuvé par les instances	
46	Mandat SMCE156627003 Accorder un contrat de construction à Norgereq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), Dépense totale de 4 434 016,62 \$ - Appel d'offres public 5769 - 7 soumissionnaires.	17 août	

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
47	Mandat SMCE151630003 Accorder un contrat de services professionnels à l'équipe formée par Cardin, Ramirez, Julien, Architectes, Stantec Experts-Conseils Itée, société de services en génies mécanique, électrique, électronique, civil, de structure, d'hygiène industrielle, d'architecture de paysage pour la réalisation de projets de protection de bâtiments de parcs et corporatifs (Contrat 1 - 14419) - Dépense totale de 2 117 781,27 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14299 (7 soum.) / Approuver le projet de convention à cet effet.		20 août
48	Mandat SMCE150543001 Accorder un contrat à Les entreprises Michaudville inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm, en tranchée, dans l'axe de la rue Champ-d'Eau, voie de service A-40, le boulevard Haut d'Anjou et Jarry entre Haut d'Anjou et A25 - Arrondissement Saint-Léonard et Anjou - Dépense totale de 12 402 000 \$ (contrat: 11 700 000 \$ + incidences: 702 000 \$), taxes incluses - Appel d'offres 10172 - 8 soumissionnaires.		20 août
49	Mandat SMCE150543002 Accorder un contrat à EBC inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, en tunnel, dans l'axe de la rue Jarry, entre la 24e Avenue et la rue du Champ-d'Eau - Arrondissements de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Saint-Léonard - Dépense totale de 78 505 203,15 \$ (contrat: 74 061 512,41 \$ + incidences: 4 443 690,74 \$), taxes incluses - Appel d'offres 10173 - 5 soumissionnaires.		20 août
50	Mandat SMCE153184001 Accorder un contrat à Roxboro Excavation inc. pour la construction de conduites d'eau de 900 mm et de 1200 mm sur la 16e Avenue entre la rue Beaubien et le boulevard Rosemont – Contrat A-360-1 – Dépenses totale de 9 560 135,32\$, taxes incluses – Appel d'offres public 10117 (5 soumissionnaires).		20 août
51	Mandat SMCE156316001 Conclure une entente-cadre pour la fourniture, sur demande, de services professionnels avec Axor Experts-Conseils pour la réalisation de services de génie conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Services des grands parcs, du verdissement, et du Mont-Royal pour une somme maximale de 1 481 030,05 \$, taxes incluses / Appel d'offres public no 15-14283- 3 soumissionnaires / Approuver le projet de convention à cette fin.		20 août
52	Mandat SMCE156978001 Octroyer un contrat de construction à Groupe TNT inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke - Dépense totale de 15 350 438,74\$, taxes incluses - contrat: 13 900 438,74\$ et incidences 1 450 000\$ - Appel d'offres public 321 401 - 6 soumissionnaires.		20 août
53	Mandat SMCE154822046 Conclure deux ententes-cadres pour une dépense maximale de 9 090 621,46\$, taxes incluses, pour des travaux de réfection de chaussée par rapiéçage mécanique sur différentes rues de la Ville de Montréal avec Les Pavages Ultra Inc. pour les secteurs ouest et centre-ville (contrat #323901-1 : 3 394 078,22 \$ + incidences: 197 000,00 \$, taxes incluses) et une autre avec Les Entrepreneurs Bucaro inc. pour le secteur est (contrat #323901-2 : 5 273 043,24 \$ + incidences: 226 500,00 \$, taxes incluses) - Appel d'offres public 323901 - 5 soumissionnaires pour le contrat #323901-1 et 4 soumissionnaires pour le contrat #323901-2.		20 août

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
54	Mandat SMCE154822044 Accorder un contrat à Pavages Métropolitain inc., pour des travaux de planage de rue, pose d'enrobé bitumineux, reconstruction de bordures et de trottoirs, là où requis (PCPR). Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 2 624 079,27 \$ (contrat: 2 453 104,27 \$ + incidences: 170 975,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 320101 - 5 soumissionnaires.		20 août
55	Mandat SMCE150695002 Accorder 18 contrats d'élimination, de collecte / transport et de collecte / transport / élimination de matières résiduelles aux firmes Camille Fontaine et Fils, Polyurbaine (Derichebourg), Enlèvement de déchets Bergeron inc., Col Sel Transit inc., Les Entreprises Raylobec Inc., Recyclage Notre-Dame Inc., RCI Environnement Inc., Services Matrec Inc., Complexe enviro Progressive Ltée, J.R Services Sanitaires et Entreprise Sanitaire F.A. Ltée pour des durées de 56, 58 ou 59 mois. Dépense totale de 197 785 993 \$ taxes incluses - Appel d'offres public # 15-14213 - 14 soumissionnaires.	21 septembre ²	24 septembre ¹
56	Mandat SMCE157014001 Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la construction d'une conduite d'eau 900 mm sur l'avenue Pierre-de-Coubertin entre l'avenue Bourbonnière et la rue Viau - Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 11 976 440,04 \$ (contrat: 11 406 133,37\$ + incidences: 570 306,67 \$), taxes incluses - Appel d'offres public 10180 - (6 soumissionnaires).		24 septembre
57	Mandat SMCE156933002 Accorder un contrat à Sade Canada Inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, dans l'axe de la rue Villeray, entre la 18e Avenue et la 24e Avenue - Arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension - Dépense totale de 6 517 296,20 \$ (contrat: 5 979 170,82 \$ + incidences: 538 125,38 \$), taxes incluses - Appel d'offres 10175 - 7 soumissionnaires.		24 septembre
58	Mandat SMCE155331006 Conclure avec les firmes Compass Minerals (12 284 756,13 \$), Technologie de dégivrage Cargill, une division de Cargill Itée (4 086 567,92 \$) et Mines Seleine, une division de K+S Sel Windsor Itée (2 073 418,91 \$), des ententes-cadres pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage des chaussées pour l'hiver 2015-2016, suite à l'appel d'offres public # 15-14422 (3 soum.). (Montant total estimé des ententes: 18 444 742,96 \$).		24 septembre
59	Mandat SMCE156316011 Accorder un contrat à Ramcor construction Inc., pour le réaménagement du secteur des Marais au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 2 532 076,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6429 - (1 soumissionnaire).		24 septembre
60	Mandat SMCE154956009 Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin inc. pour l'aménagement de la portion sud du secteur Papineau du Complexe environnemental de Saint-Michel pour une dépense totale de 6 531 983,46 \$ taxes incluses - Appel d'offres public (15-6778) - (3 soumissionnaires).		24 septembre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
61	Mandat SMCE154956011 Accorder un contrat à la firme Le Groupe Vespo pour les travaux d'aménagement des entrées Louvain Ouest, Charton, Lecocq, Émile-Journault Est et 2e Avenue (Travaux Lot 1) pour le parc du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 380 168,98 \$, taxes incluses - Appel d'offres public (15-6747) - (11 soumissionnaires)		24 septembre
62	Mandat SMCE155884001 Accorder un contrat à la compagnie Entreprise de construction T.E.Q. inc., pour la construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie au 1455 rue Bercy. Dépense totale de 28 002 874,10 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5781 (six (6) soumissionnaires).	26 octobre	
63	Mandat SMCE150660006 Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à CIMA + s.e.n.c. pour réaliser plusieurs projets de mise à niveau d'édifices municipaux - Dépense totale de 2 646 747,50 \$ - Appel d'offres public 15-14136 (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		29 octobre
64	Mandat SMCE153190002 Conclure avec Bell Canada, une entente-cadre pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante (60) mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020, pour une somme maximale de 15 140 525 \$, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14367 - (2 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.		29 octobre
65	Mandat SMCE156037008 Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de la Fondation Saint-Patrick de Montréal un immeuble sis au 575, rue Elm, dans la ville de Beaconsfield, pour un prix de 3 500 000 \$, plus les taxes applicables, aux fins d'agrandir le parc-nature de l'Anse-à-l'Orme. Le montant total est de 4 024 125 \$, taxes incluses. N/Réf. : 31H05-005-5817-01.		29 octobre
66	Mandat SMCE155085002 Conclure avec la firme Novexco Inc. (BuroPlus), une entente-cadre d'une durée de cinq ans avec 1 option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture et la distribution d'articles de bureau et de papiers recyclés d'impression (Groupe 1) et de cartouches d'encre (Groupe 2) - Appel d'offres public 15-12654 - 3 soumissionnaires conformes - Groupe 1- (montant estimé: 8 000 141.82 \$) et 1 seul soumissionnaire conforme - Groupe 2 - (montant estimé: 2 760 871.12 \$).		29 octobre
67	Mandat SMCE153334029 Accorder un contrat d'une durée de 4 ans à Kemira Water Solutions Canada inc. pour la fourniture et la livraison de coagulants à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines de production d'eau potable, pour une somme maximale de 35 371 002,41 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14604 - 2 soumissionnaires.		29 octobre
68	Mandat SMCE150504019 Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour l'aménagement des secteurs Plaine et Boisé - Phase 1 du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 910 658,30 \$ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6746).		29 octobre

	Objet du mandat	Conseil municipal	Conseil d'agglomération
69	Mandat SMCE155954005 Conclure avec Eclipsys Solutions inc, une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de systèmes spécialisés pour les bases de données Oracle - Appel d'offres public 15-14569 - (2 soumissionnaires) - (2 514 261,92 \$) et autoriser une dépense de 1 233 453,44 \$, taxes incluses, pour l'acquisition de deux serveurs Exadata X5-2 incluant les logiciels et l'entretien requis.		26 novembre
70	Mandat SMCE150776003 Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada inc et les Consultants SM inc. pour le soutien technique aux activités du Bureau de projets de la Direction des transports visant l'implantation des mesures préférentielles pour autobus ainsi que le développement et la mise à niveau du réseau cyclable de l'agglomération de Montréal pour les trois prochaines années et pour une somme maximale respective de 2 757 848.90\$ taxes incluses et 2 715 939.45\$ taxes incluses (appel d'offres public No 15-13941 - 5 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.		26 novembre
71	Mandat SMCE157100001 Accorder un contrat de services professionnels à Hatch Mott MacDonald Ltée, pour la réalisation d'études, la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux pour le projet de canalisation de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater, pour une somme maximale de 4 005 477,49 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14166 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		26 novembre
72	Mandat SMCE156758002 Accorder un contrat à Keops Technologies inc. pour des services professionnels en automatisation, informatique industrielle et télécommunication, pour la plateforme Plant Information (PI) du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 049 573\$, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14534 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.		26 novembre
73	Mandat SMCE154338003) Conclure avec les firmes Énergie Valero inc. (20 226 835,78 \$) et la firme Pepco Énergie Corp. (7 450 697,82 \$) des ententes-cadres collectives pour la fourniture, sur demande, d'essence régulière sans plomb, super sans plomb, mazout, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et diesel coloré standard pour une période de trois ans avec deux possibilités de prolongation d'une année chacune, suite à l'appel d'offres public 15-14232 (6 soum.).		17 décembre
74	Mandat SMCE153855001 Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes: EnGlobe Corp. (3 149 337,71 \$), Groupe Qualitas inc. (2 918 065,50 \$), Groupe ABS inc.(2 759 905,89 \$), Labo S.M. inc. (2 352 445,99 \$), Consultants GHD Ltée (2 244 771,90 \$) et Solmatech inc. (1 831 839,19 \$) pour réaliser le contrôle qualitatif des matériaux et les expertises sur les différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection, effectués par les services corporatifs et les arrondissements / Appel d'offres public no 15-14689 (7 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cette fin.		17 décembre

¹ Le dossier décisionnel a été scindé en deux pour adoption par chaque conseil selon ses compétences respectives

Annexe 2
Recommandations ponctuelles faites par la Commission
permanente sur l'examen des contrats en 2015

Recommandations ponctuelles 2015

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
1	<p>Mandat SMCE151009001</p> <p>Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William – Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29. Dépense totale de 24 218 587,47\$, taxes incluses (contrat : 22 397 663,52 \$+ incidences : 1 820 923,95 \$). Appel d'offres public 214710 - 5 soumissionnaires.</p>	11 février	<p><i>Considérant les diverses politiques adoptées par la Ville de Montréal touchant l'approvisionnement et l'octroi de contrats;</i></p> <p><i>Considérant l'importance d'améliorer les processus d'octroi de contrats et de trouver un juste équilibre entre l'obtention des meilleures soumissions possibles, le respect des politiques de la Ville et le maintien d'une saine concurrence sur les marchés;</i></p> <p>Que l'administration se penche sur les processus de préparation des devis d'appel d'offres et étudie les moyens possibles, incluant l'ajout de critères dans les devis, pour favoriser davantage le respect des diverses orientations et politiques de la Ville de Montréal, notamment en ce qui a trait au développement durable et ce, sans restreindre l'ouverture des marchés.</p>
2	<p>Mandat SMCE154822024</p> <p>Accorder un contrat à Sade Canada inc., pour des travaux de reconstruction des conduites d'égout, d'eau potable, de bases et conduits, d'éclairage, de feux de circulation, de réaménagement géométrique, de bordures en granite et de la chaussée dans les chemins de la Côte-des-Neiges et McDougall, l'avenue Cedar et Le Boulevard. Arrondissement: Ville-Marie. Dépense totale de 13 006 268,21 \$ (contrat: 11 268 800,78 \$ + incidences: 1 737 467,43 \$ incluant le coût du contrat à Gaz Métro), taxes incluses. Appel d'offres public 262201 - 4 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement du chemin de la Côte-des-Neiges (entre l'avenue Cedar et la rue Hill Park Circle), pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 61 790,56 \$ taxes incluses - fournisseur exclusif.</p>	13 mai	<p>Que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement.</p> <p><i>Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;</i></p> <p>Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.</p>
3	<p>Mandat SMCE154822020</p> <p>Accorder un contrat à Allia Infrastructures Ltée, pour des travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaire et principale et de voirie sur la rue Gordon et sur les boulevards Champlain et LaSalle. Construction de chambres de vanne principale à divers endroits. Arrondissement de Verdun. Dépense totale de 16 488 731,84 \$ (contrat: 15 250 742,22 \$; incidences: 1 321 400,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 288101 - 8 soumissionnaires.</p>	13 mai	<p>Que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement.</p> <p><i>Considérant qu'une telle mesure permettrait un meilleur suivi de l'évolution des coûts d'un projet à l'autre;</i></p> <p>Que les unités d'affaires, dans des situations qui s'y prêtent, s'assurent de présenter dans les sommaires décisionnels les coûts de construction et de réalisation au mètre linéaire.</p>

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
4	Mandat SMCE145891003 Accorder un contrat à la firme Cosoltec inc. pour réaliser des travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) et de la tour d'eau (0791), phase 1, du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 3161 rue Joseph – Dépense totale de 2 245 722,54 \$ taxes incluses – Appel d'offres 5772 (4 soumissionnaires).	3 juin	Compte tenu des caractéristiques et du contexte de ce dossier, les membres de la Commission invitent les élus responsables du comité exécutif à assurer un suivi serré de l'exécution de ce contrat.
5	Mandat SMCE154822033 Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire et principale, de chaussée, de trottoirs, de bordures, de bases, de puits d'accès de la CSEM, de travaux d'éclairage et de construction de conduits électriques, là où requis dans la rue Saint-Denis, de l'avenue Duluth à la rue Marie-Anne. Arrondissement: Le Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 16 202 243,99 \$ (contrat: 14 400 000,01 \$ + incidences: 1 802 243,98 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 302201 - 3 soumissionnaires.	8 juin	<p><i>Considérant que des renseignements essentiels à la compréhension du processus d'appel d'offres dans ce dossier ne sont pas explicites dans le sommaire décisionnel;</i></p> <p>Que le Service des infrastructures, de la voirie et des transports ajoute à la section appropriée du sommaire décisionnel un tableau récapitulatif présentant les éléments pour lesquels il y a des écarts importants entre l'estimation faite à l'externe et les prix soumis par l'adjudicataire proposé ainsi que, le cas échéant, les montants corrigés de l'estimation;</p> <p>Que les services municipaux s'assurent en tout temps d'être en possession de tous les renseignements pertinents et d'avoir un portrait complet des dossiers pour faire en sorte d'avoir des devis complets avant de lancer des appels d'offres.</p>
6	Mandat SMCE156446001 Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la reconstruction d'un égout combiné, d'une conduite d'eau secondaire, de services d'eau, de drains, de chaussée flexible et de trottoirs sur la rue Allard, de la rue d'Aragon à la rue Irwin - Dépense totale de 5 513 000 \$, taxes incluses (contrat: 4 920 000,00 \$ + incidences: 593 000,00 \$) - Appel d'offres public 211503 (10 soumissionnaires).	5 août	<p><i>Considérant l'importance pour la Ville de Montréal d'avoir accès à une information précise sur la réalité des coûts de ses travaux d'infrastructure;</i></p> <p><i>Considérant l'utilité d'un tel outil dans la préparation des estimations des coûts des travaux;</i></p> <p>La Commission recommande que la Ville de Montréal et ses unités d'affaires se dotent d'une base de données permettant de connaître la mesure des coûts des travaux d'infrastructure au mètre linéaire en tenant compte des diverses typologies de travaux possibles.</p>
7	Mandat SMCE150543002 Accorder un contrat à EBC inc. pour la construction d'une conduite d'eau de 1200 mm de diamètre, en tunnel, dans l'axe de la rue Jarry, entre la 24e Avenue et la rue du Champ-d'Eau - Arrondissements de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et de Saint-Léonard - Dépense totale de 78 505 203,15 \$ (contrat: 74 061 512,41 \$ + incidences: 4 443 690,74 \$), taxes incluses - Appel d'offres 10173 - 5 soumissionnaires.	5 août	<p><i>Considérant que des pénalités sont prévues pour des retards dans l'exécution des contrats;</i></p> <p><i>Considérant les impacts des chantiers sur la vie quotidienne des résidents des quartiers touchés;</i></p> <p>La Commission recommande que des clauses soient incluses dans les contrats pour permettre de verser des bonis aux entrepreneurs qui complètent un chantier, à la satisfaction de la Ville, avant la date prévue de fin des travaux.</p>

	Mandat	Date de la séance	Objet de la recommandation
8	Mandat SMCE156978001 Octroyer un contrat de construction à Groupe TNT inc. pour la réalisation des travaux de réaménagement du carrefour Pie-IX - Sherbrooke - Dépense totale de 15 350 438,74\$, taxes incluses - contrat: 13 900 438,74\$ et incidences 1 450 000\$ - Appel d'offres public 321 401 - 6 soumissionnaires.	6 août	<p>La Commission recommande que les unités d'affaires fassent des efforts supplémentaires pour obtenir davantage de réponses des preneurs de cahiers des charges qui ont choisi de ne pas déposer de soumission quant aux raisons de leur désistement.</p> <p><i>Considérant que des pénalités sont prévus pour des retards dans l'exécution des contrats;</i></p> <p><i>Considérant les impacts des chantiers sur la vie quotidienne des résidents des quartiers touchés;</i></p> <p>La Commission recommande que des clauses soient incluses dans les contrats pour permettre de verser des bonis aux entrepreneurs qui complètent un chantier, à la satisfaction de la Ville, avant la date prévue de fin des travaux.</p>
9	Mandat SMCE150695002 Accorder 18 contrats d'élimination, de collecte / transport et de collecte / transport / élimination de matières résiduelles aux firmes Camille Fontaine et Fils, Polyurbaine (Derichebourg), Enlèvement de déchets Bergeron inc., Col Sel Transit inc., Les Entreprises Raylobec Inc., Recyclage Notre-Dame Inc., RCI Environnement Inc., Services Matrec Inc., Complexe enviro Progressive Ltée, J.R Services Sanitaires et Entreprise Sanitaire F.A. Ltée pour des durées de 56, 58 ou 59 mois. Dépense totale de 197 785 993 \$ taxes incluses - Appel d'offres public # 15-14213 - 14 soumissionnaires.	9 septembre	<p><i>Considérant que l'approche méthodologique utilisée dans le présent dossier est avantageuse pour la Ville de Montréal;</i></p> <p><i>Considérant que cette approche permet à la Ville de contrôler efficacement le processus d'octroi de contrat et de mettre en place des balises pour éviter la collusion;</i></p> <p><i>Considérant qu'une telle approche pourrait être profitable dans divers dossiers;</i></p> <p>La Commission recommande que l'administration examine la possibilité de mettre en application l'approche méthodologique privilégiée par le Service de l'environnement dans ce dossier dans d'autres contrats ou ententes-cadres similaires.</p>
10	Mandat SMCE156316011 Accorder un contrat à Ramcor construction Inc., pour le réaménagement du secteur des Marais au parc-nature de la Pointe-aux-Prairies - Dépense totale de 2 532 076,29 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 13-6429 - (1 soumissionnaire).	9 septembre	<p><i>Considérant qu'il n'y a eu qu'une seule soumission conforme reçue dans ce dossier;</i></p> <p><i>Considérant que plusieurs appels d'offres pour des travaux similaires ont été lancés presque simultanément par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;</i></p> <p>La Commission recommande que les services municipaux s'assurent d'une meilleure coordination des appels d'offres dans les cas de travaux similaires pour faire en sorte de garantir une saine concurrence dans l'octroi de chacun des contrats.</p>

Mandat		Date de la séance	Objet de la recommandation
11	<p>Mandat SMCE150504019</p> <p>Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour l'aménagement des secteurs Plaine et Boisé - Phase 1 du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) pour une dépense totale de 2 910 658,30 \$ (contrat et incidences), taxes incluses. Appel d'offres public (15-6746).</p>	14 octobre	<p><i>Considérant le prix soumis par l'adjudicataire proposé qui est très inférieur à l'estimation;</i></p> <p><i>Considérant les écarts importants entre les prix soumis et l'estimation en ce qui a trait notamment au terrassement, à l'excavation et au remblayage, au transport et à la mise en place du compost, au hersage, au dérochage, à l'ensemencement hydraulique, aux travaux de drainage, à la fabrication des enseignes de parc et à la fourniture des végétaux;</i></p> <p><i>Considérant l'importance de réaliser dans les délais prévus les travaux de ce contrat qui s'inscrit dans les projets du 375^e anniversaire de Montréal;</i></p> <p>Que le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal s'assure d'une surveillance accrue de l'exécution des travaux de ce contrat pour faire en sorte que tous les termes du cahier des charges soient compris et appliqués à la satisfaction de la Ville.</p>
12	<p>Mandat SMCE153190002</p> <p>Conclure avec Bell Canada, une entente-cadre pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire, d'une durée de soixante (60) mois, débutant le 1er novembre 2015 et se terminant le 31 octobre 2020, pour une somme maximale de 15 140 525 \$, taxes incluses / Appel d'offres public 15-14367 - (2 soumissionnaires) / Approuver le projet de convention à cette fin.</p>	14 octobre	<p><i>Considérant le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme;</i></p> <p><i>Considérant que le Service des technologies de l'information recommande d'octroyer à l'adjudicataire proposée un montant supérieur à celui de sa soumission;</i></p> <p><i>Considérant que la Commission ne juge pas approprié d'allouer ce montant supplémentaire;</i></p> <p>Que l'administration recommande l'octroi du présent contrat pour la fourniture sur demande de services de téléphonie filaire au montant du plus bas soumissionnaire conforme, soit 12 244 206,81 \$, taxes incluses.</p>